



le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 23 octobre 2022 N° 489 PRIX : 0,60 Euro

Tchad



Le 20 octobre 2022, manifestations de rue à Ndjamena



À Ndjamena, le 23 avril 2021, Emmanuel Macron et Déby fils

Une répression sanglante contre ceux qui contestent la confiscation dynas- tique du pouvoir

- [Sommaire au verso](#)

Sommaire

Éditorial

Tchad : Une répression sanglante contre ceux qui contestent la confiscation dynastique du pouvoir

Pages 3 à 5

► **Mali** : Entre l'armée et la police ce n'est pas un mariage d'amour

► Personnel de santé en colère

► Le pouvoir a changé de main mais les pratiques maffieuses demeurent

Pages 5 à 9

► **Côte d'Ivoire** : Un mouvement de grève inédit qui en appellera d'autres

► Recul de la pauvreté en Côte d'Ivoire ? Rien que de la moquerie !

► Une maladie qu'on peut guérir facilement mais qui fait des victimes parmi les femmes de milieu pauvre

► **CMU** : C'est au patronat et à l'État de payer !

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

P.2

TCHAD

UNE RÉPRESSION SANGLANTE CONTRE CEUX QUI CONTESTENT LA CONFISCATION DYNASTIQUE DU POUVOIR

Ndjamena, la capitale tchadienne ainsi que de nombreuses villes à l'intérieur du pays ont été le théâtre de manifestations contre le régime du général Mahamat Déby, celui qui a pris la succession de son père à la tête du pays. Des barricades ont été érigées dans les rues, des symboles de l'État ainsi que le siège du parti du Premier ministre Saleh Kebzabo ont été attaqués par des manifestants durant la journée du 20 octobre. Aussitôt, le dictateur a ordonné aux forces de l'ordre de réprimer sans pitié les manifestants.

Ce fut un carnage ; il y a eu officiellement une cinquantaine de morts par arme à feu et environ 300 blessés parmi les manifestants. Un couvre feu a été immédiatement décrété. Il est très difficile de savoir ce qui se passe à l'intérieur du pays et de connaître le nombre réel des victimes.

Ce qui a mis le feu aux poudres c'est la décision de Mahamat Déby de prolonger de deux années supplémentaires sa présidence au gouvernement dit de transition, alors qu'il avait promis qu'il allait procéder à des élections après une « transition » de 18 mois à compter de sa date de prise de pouvoir en avril 2021.

Rappelons qu'Idriss Déby père est arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1990. Il a renversé l'ancien dictateur Hisène Habré grâce au soutien de l'armée française. Il a dirigé le pays par la terreur durant 32 ans avec le soutien de l'impérialisme français. Dès l'annonce de sa mort, son fils, entouré de quelques généraux, s'est emparé du pouvoir en écartant celui qui devait par la Constitution présider provisoirement le pays le temps d'organiser une élection présidentielle.

Le président français, Emmanuel Macron, présent à Ndjamena lors de l'enterrement du feu dictateur, était venu en même temps pour cautionner ce passage du pouvoir de père en fils car cela correspond aux intérêts de l'impérialisme français dans cette région du Sahel.

Devant l'indignation largement partagée par les médias et les chancelleries occidentales, le gouvernement français a été contraint de condamner du bout des lèvres la violente répression perpétrée par son poulain de Ndjamena tout en précisant que « la France ne joue aucun rôle dans ces événements ». Cela ne fait que renforcer le sentiment anti-français

qui se propage un peu partout dans les anciennes colonies françaises en Afrique.

Macron avait condamné il y a quelque temps la « Françafrique » mais il est de fait

le continuateur de cette pratique qui remonte à de Gaulle et qui permet jusqu'à nos jours à l'ancienne puissance coloniale de protéger les intérêts de sa bourgeoisie en Afrique.

Mali

ENTRE L'ARMÉE ET LA POLICE CE N'EST PAS UN MARIAGE D'AMOUR !

Le Conseil national de transition (CNT) a décidé d'intégrer la police au sein de l'armée. Selon son communiqué, l'objectif de cette « *militarisation de la police et de la protection civile* » est de les « *déployer dans les zones reconquises par l'armée* ».

Le moins qu'on puisse dire c'est que cette décision n'est pas du goût des policiers et de leurs syndicats surtout en ce moment où ils revendiquent des augmentations de salaires. Certains d'entre eux pensent que c'est une manière de les mettre au pas et d'étouffer toute contestation venant de leurs rangs puisqu'ils n'auront plus le droit de se syndiquer, de revendiquer et de faire grève. Une plateforme regroupant une dizaine de syndicats de la police a dénoncé cette réforme en argumentant que « *la démocratie ne rime pas avec une police militarisée* ». Les enseignants et les élèves qui se font matraquer par les policiers lorsqu'ils font grève et manifestent dans la rue pour avoir le droit de travailler et étudier dans de bonnes conditions, apprécieront la sincérité de cet amour soudain de la démocratie.

Pour calmer ces policiers méfiant, les militaires au pouvoir leur font miroiter que leur nouveau statut leur permettra de bénéficier des mêmes avantages que les militaires, notamment en ce qui concerne le déroulement de carrière. Mais ces « avantages » ne semblent pas trop attirer les policiers si on les compare à ce qu'ils ramassent chaque jour en rackettant les passants et les automobilistes. Certes, le fait d'être sous le statut de l'armée ne mettra pas fin à leurs rackets quotidiens mais la concurrence avec les militaires ne les réjouit pas trop.



La police et l'armée sont des corps de répression sur lesquels s'appuie la bourgeoisie et son État pour opprimer la population et mâter les travailleurs au cas où ils se révolteraient contre leurs exploités.

Derrière cette réforme du statut de la police, il y a surtout la crainte de la junte au pouvoir que la police puisse abriter des concurrents. Un coup d'État pourrait partir de là et mettre fin à la toute puissance du colonel Assimi Goïta. C'est surtout cette hypothèse que ce dernier veut écarter par avance.

Ce n'est pas la première fois que dans ce pays la police est mise au pas par des putschistes issus de l'armée. En 1968, lorsque Moussa Traoré renversa le pouvoir civil de Modibo Keita, une des premières décisions qu'il prit fut de mettre la police au pas en nommant l'un de ses bras droits, le tristement célèbre lieutenant tortionnaire Tiékoro Bagayoko, à sa tête. Le statut de celle-ci devint semi-militaire et les syndicats en son sein furent dissous. À partir de 1973 la police passa entièrement sous la domination de l'armée. Ce n'est qu'en 1993 sous la présidence du civil Alpha Oumar Konaré, qu'elle retrouva son statut d'origine.

En réalité, pour le commun des habitants du Mali, le changement de statut n'a jamais rien changé, ni en matière de racket ni en matière violence policière car ce n'est pas l'habit qui fait le moine. Demain un autre président reviendra peut-être sur ce statut pour calmer ce corps de répression utile à la bourgeoisie pour faire régner

l'ordre capitaliste sur les travailleurs et les habitants des quartiers populaires.

Dans la situation actuelle, la priorité d'Assimi Goïta c'est de tenir le pouvoir par tous les moyens et de ne pas laisser à ses éventuels adversaires la possibilité de s'appuyer sur la police pour le renverser.

Mali

PERSONNEL DE SANTÉ EN COLÈRE

Le personnel du centre hospitalier universitaire Point G, à Bamako, a fait une grève de deux jours le 8 et le 9 septembre 2022 pour revendiquer, entre autres, de meilleures conditions de travail et une meilleure considération de la part des autorités de tutelles. Les employés n'ont pas obtenu satisfaction mais continuent de protester et de faire connaître leurs difficultés.

Dans une vidéo publiée récemment sur les réseaux sociaux à Bamako, ils appellent la ministre de la Santé et le chef de l'État, à se rendre dans leurs services pour vérifier de leurs propres yeux dans quelles conditions ils soignent les malades.

Une infirmière pousse un cri du cœur et donne son témoignage : « *Notre cadre de travail est envahi par les herbes infestées de reptiles et d'insectes de tous genres. Il y a quelques jours, un serpent était confortablement installé dans le bureau de notre major. Les voleurs viennent nous rendre visite à chaque fois. Nos toilettes sont délabrées. Le gros CHU du point-G, avec plus de 100 services, ne dispose que d'un seul plombier [...] Pour le scanner, nous n'avons pas de médecin après la descente, c'est pareille pour les échographies. À une certaine heure, les échos ne sont plus possibles ici, puisque les médecins spécialisés dans ces domaines rentrent* ».

Une autre infirmière a poursuivi : « *Nous nous occupons de plus de 50 patients par nuit. Et pire, les heures de garde sont trop longues ... Nous avons 35 lits dans les*

chambres d'en haut et 20 lits dans les chambres du rez-de-chaussée. Nous sommes abandonnées à notre triste sort ici ... Parfois, c'est le professeur lui-même qui met la main à la poche pour payer les plombiers et les autres ouvriers pour que nous puissions au moins utiliser les toilettes. Dans notre unité, nous sommes très souvent obligés d'utiliser les bougies des patients dans les toilettes ».

Le personnel hospitalier exige aussi le droit de bénéficier des logements sociaux. Il rappelle que l'ensemble des problèmes soulevés remonte à plusieurs années et que le pouvoir a toujours fermé les yeux.



À l'instar du centre hospitalier du Point G, la plupart des hôpitaux publics sont dans un piteux état; le personnel ne dispose pas de matériel de soins suffisant et travaille dans des conditions scandaleuses.

Le délabrement des hôpitaux publics, le manque de matériel de soin, les mauvaises conditions de travail, les bas salaires et le mépris des autorités politiques, sont le lot quotidien de tous les établissements sanitaires publics. Il y a déjà eu de grandes

grèves, notamment en mars 2017. Cela avait paralysé l'ensemble des hôpitaux publics du pays durant plusieurs jours.

L'attitude méprisante de l'actuel pouvoir finira par provoquer la colère qu'il mérite.

Mali

LE POUVOIR A CHANGÉ DE MAIN MAIS LES PRATIQUES MAFFIEUSES DEMEURENT

À leur arrivée au pouvoir, les galonnés putschistes avaient prévu de lancer un vaste projet de rénovation des routes qui sont dans un piteux état et qui causent énormément d'accidents. Il était question de donner des contrats prioritairement aux entreprises locales. Ils avaient promis qu'ils allaient diminuer le train de vie de l'État et que l'argent économisé ainsi irait dans la réalisation des travaux routiers. De plus, il existe une taxe spéciale prélevée par l'État depuis plusieurs années sur chaque litre de carburant soi-disant pour entretenir les routes et en faire de nouvelles.

Le constat est sans bavure, de l'aveu même de la ministre des Transports et des Infrastructures. Les entreprises en questions disent qu'elles n'ont pas reçu l'argent pro-

mis pour engager les travaux, tandis que la ministre les accuse de ne pas respecter les délais.

Ce qui est sûr c'est que l'argent n'est pas perdu pour tout le monde. Il y en a qui doivent déjà se frotter les mains. Entre les gens du pouvoir (civils ou militaires), de la haute administration et ceux des entreprises capitalistes, les affaires de gros sous n'ont jamais cessé. Tout le monde sait que certains généraux roulent carrosse et sont milliardaires en francs CFA. Certains font du trafic dans la douane, d'autres dans la drogue ou dans la vente d'armes, dans l'immobilier, dans le transport ou tout simplement dans le détournement des caisses de l'État. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil du Mali et de bien d'autres contrées.

Côte d'Ivoire

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON UN MOUVEMENT DE GRÈVE INÉDIT QUI EN APPELLERA D'AUTRES



Une des entrées de la zone industrielle de Yopougon située dans le district d'Abidjan.

La zone industrielle de Yopougon, la plus grande du pays, a été bloquée par un

mouvement de grève générale des travailleurs. C'est la première fois qu'un mouvement entraîne le blocage de l'ensemble de cette vaste zone.

Les travailleurs dans la tourmente de la flambée des prix

Depuis quelques années, les travailleurs subissent de plein fouet la hausse spectaculaire du coût de la vie. Les prix des produits de première nécessité ne cessent d'augmenter. Le COVID 19 et la guerre en Ukraine ont servi de prétexte pour enfoncer le clou. Ainsi, il y a à peine quelques mois, le prix de l'huile et des cubes d'assaison-

nement avait doublé du jour au lendemain. Le riz, la viande, le poisson, le sucre ont eux aussi connu des augmentations. Des produits comme la banane, l'igname et des légumes qui ne sont pourtant pas des produits d'importation, ont aussi vu leur prix flamber.

La seule chose qui n'a pas augmenté entre temps c'est le salaire des travailleurs. Résultat, la classe ouvrière s'enfonce de plus en plus dans la pauvreté et la misère. Cette situation était au menu de toutes les discussions jusqu'à ce que ce mouvement éclate.

L'élément déclencheur du mouvement

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est l'annonce faite par le gouvernement, le jour de la fête de l'indépendance, le 7 Août dernier, d'accorder quelques augmentations aux travailleurs du secteur public. Ce sont, entre autres, l'extension de l'indemnité de logement à l'ensemble des fonctionnaires ainsi que sa revalorisation de 20 000 Francs par mois ; le passage de la prime mensuelle de transport de 7 000 à 20 000 Fr ; la hausse de l'allocation familiale qui passe de 2 500 à 7 500 Fr par mois et par enfant ; l'instauration d'une petite prime de fin d'année. Mais cela ne fait pas le compte pour faire face à la flambée des prix actuels.

Ceux du secteur privé n'ont même pas eu droit à ce minimum, sans compter qu'une grande majorité de ces travailleurs vit de travail précaire et de contrat journalier.

Depuis lors, l'idée qu'il faut se battre pour que les salaires soient augmentés afin de faire face à la flambée des prix a fait son chemin dans la conscience d'un certain nombre de travailleurs.

L'initiative du mouvement

L'initiative de ce mouvement n'est pas venue des cinq grandes centrales syndicales qui ont pignon sur rue mais trop liées au patronat et au gouvernement. Le bruit

courait depuis quelques temps que ceux-ci, ayant eu vent de la grogne des travailleurs du secteur privé, étaient en négociation avec les autorités politiques et le patronat pour lâcher 10 000 Fr d'augmentation mensuel. Autant dire une misère qui, pensaient-ils, allaient dégonfler la colère qu'ils sentaient monter parmi les travailleurs.

L'initiative du mouvement est plutôt venue de petites centrales syndicales méprisées par les autorités et le patronat et aussi de quelques militants syndicaux ouvriers d'entreprise qui, tout délégués syndicaux qu'ils soient, sont aussi et avant tout des travailleurs du rang qui subissent eux aussi la cherté de la vie et le mépris patronal. Ils ont formé une « plateforme revendicative ».

Ces petites centrales syndicales, au nombre peut-être d'une dizaine, ne sont pas considérées par le gouvernement qui ne reconnaît que les cinq principales centrales syndicales qui se partagent le pactole distribué annuellement par le gouvernement. Du coup ces petites centrales non reconnues comptaient se servir de ce mouvement des travailleurs pour obtenir la reconnaissance de l'État et espérer bénéficier eux-aussi de la manne financière de l'État.

Les débuts du mouvement

Dans un premier temps, c'était à la fin du mois d'août, cette plate-forme a organisé une première réunion avec des travailleurs autour de revendications à mettre en avant. C'est ainsi qu'elle a proposé la fin de la journalisation du travail, la revalorisation du Smig de 60.000 Fr à 200.000 Fr, la revalorisation de la prime de transport de 30.000 Fr à 60.000 Fr, l'instauration d'une prime de logement à hauteur de 70.000 F par mois et la déclaration à la sécurité sociale. D'autres rencontres de ce genre ont eu lieu tout au long du mois de septembre, jusqu'au déclenchement du mouvement de grève.

Au début, les dirigeants de cette plateforme n'ont pas cherché à entraîner les travailleurs dans la grève. Leur objectif

était de s'asseoir autour du tapis vert avec le syndicat patronal. Ainsi, le jour prévu pour les négociations, en bons patrons méprisants envers les représentants des travailleurs, les dirigeants du patronat n'ont même pas daigné s'y présenter. Ils ont carrément laissé poireauter les représentants syndicaux du matin jusqu'au soir.

Ces petits bureaucrates syndicaux, se rendant compte qu'ils avaient mis la charrue avant les bœufs pour se faire entendre du patronat, ont dû revoir leur plan. Des « groupes de sensibilisation » constitués de travailleurs volontaires ont été mis en place par ces syndicats pour sillonner la zone industrielle durant deux semaines afin de mobiliser les travailleurs. La mobilisation était palpable dans la zone industrielle. La colère aussi était là. C'est ainsi qu'une journée de grève a été fixée par la « plateforme » pour le 12 Octobre. Des « groupes d'intervention » ont été constitués ; leur tâche était de bloquer la quinzaine d'entrées de la zone industrielle le jour de la grève.

La grève

Ainsi, le 12 octobre, les « groupes d'interventions » ont effectivement bloqué les voies d'accès à la zone industrielle. Ils sillonnaient aussi les rues pour demander aux travailleurs de rentrer chez eux. Les véhicules personnels tout comme les camions de livraison ne pouvaient plus y accéder.



Usine de Nestlé dans la zone industrielle de Yopougon

Il a fallu une intervention musclée des forces de l'ordre pour arriver à bout des barricades. Il y a eu des échauffourées, des courses poursuite, des jets de gaz lacrymogène. Une trentaine de travailleurs ont été arrêtés au cours d'interventions policières. Ce n'est que dans l'après-midi que certaines grandes entreprises tels que Nestlé, Sonaco, ou encore Cargill ont pu faire reprendre le travail au forceps. Des travailleurs ont été convoyés sous bonne escorte policière. Malgré la répression et autres menaces de la part du patronat, les travailleurs de certaines entreprises ont réussi à tenir trois jours durant.

Les négociations

Dans le courant de la journée, patronat et gouvernement ont appelé les représentants de la plateforme à des négociations. Ces derniers s'y sont rendus accompagnés de plusieurs dizaines de travailleurs.

Les pourparlers ont duré de 15 heures à 21 heures, mais la montagne a accouché d'une souris. Le patronat n'a cédé sur aucune revendication des travailleurs à part la reconnaissance de ces petites centrales syndicales.

Les travailleurs qui attendaient dehors ont eu vent que les bureaucrates syndicaux étaient en train de valider cet accord. Ils ont fait irruption dans la salle des négociations pour empêcher sa signature et demander le départ de leurs représentants.

Ce n'est qu'un début, le combat continue

Les travailleurs ont montré leur détermination dans la lutte et leur capacité de paralyser la plus grande zone industrielle du pays. Ce qui leur a manqué, c'est un contrôle démocratique de la grève par la base, c'est-à-dire par les travailleurs en lutte eux-mêmes. À aucun moment ils n'ont tenu une assemblée générale, voté leurs revendications ou encore élu leurs représentants pour diriger leur mouvement démocratiquement. Ils ont laissé toute l'initiative à la plateforme syndicale dont les dirigeants avaient

d'autres objectifs et d'autres intérêts que ceux des travailleurs en lutte.

Même si les travailleurs ont aujourd'hui repris le travail sans avoir eu gain

de cause, ils ont fait la démonstration qu'ils étaient capables de s'organiser au-delà de leur entreprise et cette expérience leur servira à l'avenir.

Côte d'Ivoire

RECU DE LA PAUVRETÉ EN CÔTE D'IVOIRE ? RIEN QUE DE LA MOQUERIE !

Le 21 octobre 2022, La ministre de « la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté » a déclaré que la pauvreté a reculé en Côte d'Ivoire.

D'après ces dirigeants au pouvoir dont la peau du ventre est fortement tendue parce que déjà trop rassasiés, quelqu'un

avec 750 FCFA par jour n'est pas considéré comme pauvre.

En tous cas, de tels propos montrent jusqu'à quel point ces gens-là vivent en dehors de nos réalités. Leur travail consiste surtout à aider les patrons à nous maintenir dans l'exploitation.

UNE MALADIE QU'ON PEUT GUÉRIR FACILEMENT MAIS QUI FAIT DES VICTIMES PARMIS LES FEMMES DE MILIEU PAUVRE

Du 13 au 15 septembre dernier a eu lieu en Côte d'Ivoire une conférence sur la fistule obstétricale. Il s'agit d'une perforation entre le canal de naissance et/ou le rectum ou la vessie. Cela provoque des fuites d'urine et/ou d'excréments. Beaucoup de femmes en meurent suite à des infections ou d'autres complications. Pour celles qui survivent, elles ne peuvent plus mener une vie normale car elles ne peuvent plus retenir leurs besoins naturels. Cette situation fait que ces femmes sont isolées et les gens attribuent parfois cette maladie à de mauvais esprits. Certaines dépriment car elles se croient condamnées.

Selon les chiffres officiels, il existait en 2020 environ 135 000 malades dont cer-

taines depuis 35 ans. Seulement environ 4 000 d'entre elles auraient bénéficié d'opérations gratuites depuis 2012. Entre-temps, il y a 250 nouveaux cas chaque année.

Les moyens pour construire des centres de santé de proximité, pour la prise en charge des femmes enceintes, pour leur guérison en cas de maladies graves et leur réinsertion dans la vie sociale existent. Mais ceux qui contrôlent et détiennent les caisses de l'État en font ce qu'ils veulent. Il en est de même pour bien d'autres maladies qui continuent de tuer alors que les moyens existent pour les combattre.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

CMU : C'EST AU PATRONAT ET À L'ÉTAT DE PAYER !

Fin septembre dernier, le gouvernement a décidé de rendre obligatoire la Couverture Maladie Universelle. Désormais, l'État fait obligation d'avoir sa CMU pour postuler un poste dans le privé comme dans le public ou même pour passer un concours ; pareillement pour scolariser ses enfants de plus de 16 ans dans un lycée, collège et établissement d'enseignement technique et professionnel, etc. En clair, pour vivre dans ce pays, il faut souscrire à la CMU.

Cette décision est d'autant plus scandaleuse qu'elle intervient au moment même où les travailleurs et les populations pauvres broient du noir du fait de la flambée générale des prix de tous les produits de première nécessité. Elle a suscité tellement de grogne dans la population que le gouvernement a reporté son application de six mois.

Depuis la mise en route de cette soi-disant assurance maladie, il y a de cela plusieurs années, l'État n'a fourni aucun service, à part distribuer quelques cache-nez çà et là. Il s'est juste contenté d'encaisser les cotisations et c'est tout. C'est une véritable escroquerie.

Avant de lancer une CMU, il aurait fallu construire des hôpitaux qui manquent cruellement, les équiper en matériel, mettre à leur disposition des médicaments en quantité suffisante, réduire le coût des

soins afin de les rendre accessibles aux populations pauvres. Il n'en est rien de tout cela !

Le besoin de couverture maladie est réel. Dans les usines, elle fait partie des revendications principales des travailleurs. Avec les bas salaires qu'ils touchent, en cas de maladie grave, c'est toujours une catastrophe parce qu'ils ne peuvent pas se soigner.

Par ailleurs, ce ne serait que justice que ce soit à l'employeur de payer le coût de la CMU pour leurs employés et les familles de ces derniers. Et pour tous les autres, c'est à l'État de prendre ces frais en charge.

Aujourd'hui, le gouvernement se targue d'avoir déjà plus de trois millions d'adhérents. Ce qu'il ne dit pas, c'est que beaucoup l'ont été par la contrainte. Les travailleurs du public ont été obligés d'y adhérer, les cotisations sont prises à la source. Des travailleurs du privé ont aussi subi le même sort pour une assurance qui ne sert pour l'instant strictement à rien.

Et c'est une telle assurance que les autorités voudraient étendre à toute la population ! Autant dire qu'il s'agit ici, pour l'instant, tout juste d'un nouvel impôt qui ne dit pas son nom.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

